

MARIE MENDRAS*

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
ET CRISE DE SUCCESSION

Depuis sa réélection, le 3 juillet 1996, et jusqu'à la fin de l'année, le président Eltsine a presque totalement disparu de la scène publique. Son absence prolongée du Kremlin a avivé la lutte de pouvoir entre conseillers, ministres, présidentiables et autres boyards aux ambitions décuplées par la maladie du Tsar.

Il peut paraître paradoxal de revenir à une image du passé tsariste alors même que plus des deux tiers des 108 millions d'électeurs de la Russie ont participé à un scrutin présidentiel à peu près démocratique à l'été 1996. Et pourtant jamais la dérive du régime politique n'a été aussi prononcée que ces derniers mois. Le Kremlin est redevenu un lieu refermé sur ses rivalités internes, où la prise de décision est de plus en plus opaque et arbitraire. Lutttes de clans et ambitions personnelles ont créé une atmosphère de fin de règne. Chacun se demande combien de temps durera la crise de succession et quelles règles prévaudront, celles de la constitution ou le simple jeu du rapport de force au sommet de la hiérarchie ?

La tenue de l'élection présidentielle, dans des conditions encore imparfaites mais acceptables, les 16 juin et 3 juillet derniers, invite à privilégier le scénario optimiste du respect des textes et de l'exercice de la souveraineté populaire. Ce dernier scrutin fédéral a bien eu lieu aux dates requises, en dépit des fortes tentations de report au sein du sérail eltsinien¹. L'analyse des résultats montre une Russie plurielle et divisée politiquement, selon des clivages sociaux et géographiques qui se confirment depuis les législatives de décembre 1995. L'élection a précisé le paysage politique sur lequel se joue la bataille de succession, déjà bien engagée, du président malade.

133

LE CONTEXTE
DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
DE JUIN-JUILLET 1996

Boris Eltsine avait été élu une première fois président de la Russie le 12 juin 1991. L'URSS existait encore, Mikhaïl Gorbatchev en était le président (élu par

* Chargée de recherche au CNRS (CERI-Fondation nationale des sciences politiques).

1. Cf. « Lettre de Russie : le suffrage universel dans la tourmente », *Pouvoirs*, n° 77, 1996, p. 219-229.

le Parlement et non au suffrage universel) et la Russie était une république de la Fédération soviétique. Le scrutin était libre et secret et Eltsine avait remporté plus de 57 % des suffrages dès le premier tour, très loin devant les six autres candidats. L'ancien Premier ministre de Gorbatchev, Nikolai Ryjkov, arrivait second avec 17 % des voix et l'outsider nationaliste Vladimir Jirinovski troisième avec 8 % des voix. La participation était de 74 %. La victoire de Boris Eltsine lui conféra une légitimité que Gorbatchev n'avait pas. Les dirigeants de la Russie souveraine prenaient le dessus sur les dirigeants de l'URSS. Le putsch avorté d'août 1991 renforça encore la position d'Eltsine et accéléra la fin de l'État soviétique et de son président Gorbatchev.

L'élection de juin 1991 avait donc eu lieu dans un contexte exceptionnel de grande rupture historique. Boris Eltsine bénéficiait d'une popularité très grande, fondée à la fois sur son rôle de victime-héros du régime communiste et sur son image de Russe fort et rassurant, prêt à redonner à son pays une véritable identité nationale. Aucun des autres candidats n'avait un poids comparable dans l'opinion, et les partis politiques n'existaient pas vraiment encore. De plus, seul Boris Eltsine avait un projet, celui de sortir du soviétisme et de la crise économique, et de faire de la Russie un grand pays moderne et démocratique. Il avait aussi profité de sa fonction de président du Parlement de Russie depuis 1990 pour se donner la stature d'homme d'État.

Le scrutin de 1996 ne ressemble guère au précédent. Le contexte n'a plus le

souffle exaltant de l'histoire qui se fait mais porte le poids du marasme social et du désenchantement politique. Plus de grand projet de société, plus de grande bataille d'idées, plus d'ennemi à abattre. Eltsine a déçu et sa popularité est au plus bas à la fin de l'année 1995. Les Russes sont très majoritairement hostiles à la guerre en Tchétchénie, ils sont aussi insatisfaits de leur niveau de vie et de l'insécurité matérielle. Leur méfiance est grande à l'égard de tous les dirigeants en place et ils ne croient pas au bon fonctionnement des institutions. Ils dénoncent la corruption des élites et l'impuissance des pouvoirs publics à enrayer la crise économique et sociale².

Depuis 1991, la vie politique s'est structurée autour de quelques grandes tendances politiques. Les élections législatives de décembre 1993 et décembre 1995 ont montré la polarisation croissante de l'électorat autour de quelques grands pôles : les communistes et apparentés, les mouvements nationalistes, dont le parti de Jirinovski, les forces réformistes comme le parti « Iabloko » de G. Iavlinski, et la mouvance dite de « centre-droit » ou « droite réformiste » autour du régime eltsinien. Cette dernière a pour particularité de n'être pas organisée en un ou plusieurs partis politiques. Il n'y a pas de parti du président, ni de parti du Premier ministre. A chaque élection est mise sur pied une organisation *ad hoc*, un « bloc électoral » pour organiser la campagne et tenter de rassembler les voix « légitimistes » pro-régime. En décembre 1995, c'est le Premier ministre qui, sans enthousiasme, doit prendre la responsa-

2. Cf. les sondages et analyses du Centre russe d'étude de l'opinion publique (VTsIOM), publiés in *Monitoring obchtchestvennogo mneniia* (Moscou), 6 numéros par an.

bilité de présider le bloc électoral « Notre maison Russie ». Deux ans plus tôt, c'était le ministre réformiste Egor Gaïdar qui s'était vu confier cette tâche avec son mouvement « Choix de la Russie ». Dans les deux cas, les résultats ont été très décevants pour le « bloc électoral » du pouvoir exécutif.

Ce qui montre qu'en dépit d'une faible structuration de la vie politique, les candidats à l'élection ressentent la nécessité d'une machine politique efficace à l'échelle de toute la Fédération de Russie. Les hommes au pouvoir peuvent bien sûr s'appuyer sur une bonne partie des administrations centrales et régionales et utilisent sans scrupule, et sans guère de contrôle juridique, les ressources de l'État pour faire campagne. Ceci est vrai pour une élection nationale comme pour les scrutins locaux et régionaux. Pendant l'automne 1996 ont lieu les élections de nombreux gouverneurs et maires de grandes villes. Les sortants partent toujours avec un grand avantage dans la bataille électorale et une partie d'entre eux ont été ou seront probablement réélus. Cet avantage n'est malgré tout pas suffisant pour assurer la victoire dans un scrutin uninominal et tout à fait insuffisant pour gagner au scrutin de liste. Selon la loi électorale russe, la moitié des députés de la Douma d'État, chambre basse du Parlement, sont élus à la proportionnelle, l'autre moitié au scrutin uninominal. Le scrutin de liste est bien entendu très favorable aux forces organisées et qui ont une base sociale. Le Parti communiste a démontré sa force dans les provinces avec d'excellents résultats aux législatives de décembre 1995 (plus de 22 % des suffrages, auxquels s'ajoutent environ 10 % pour les autres listes d'obédience communiste ou néosoviétique).

Le Parti communiste de la Fédération

de Russie (PCFR) est le seul vrai parti organisé en Russie. Il a un comité central, des comités dans presque chaque ville de Russie, des militants, des ressources financières. Il a comme chevaux de bataille la renaissance d'une Russie forte et unie et l'équité sociale, donc un mélange approprié de patriotisme et de promesses sociales « à la soviétique ». Il réussit à rassembler derrière lui les nostalgiques de la période passée et les laissés-pour-compte des changements. Il rassure ces segments de la société en faisant référence à des valeurs connues sans prôner un retour pur et simple au système communiste. D'ailleurs, le chef du PCFR, Guennadi Ziouganov, a mené toute sa campagne pour la présidentielle de juin-juillet 1996 en tant que chef de file des « forces populaires patriotiques » (certains groupes procommunistes s'étaient ralliés à sa candidature) et évitait soigneusement le terme de « communisme ». L'électorat de Ziouganov en décembre 1995 comme en juin et juillet 1996 est plus âgé que la moyenne, dispose de revenus modestes et vit dans des villes petites ou moyennes ou des cantons ruraux.

Le Parti libéral démocratique de Russie (LDPR) de Vladimir Jirinovski est aussi une machine organisée, mais à une échelle bien moindre. Il est largement présent dans les provinces russes, moins à Moscou et dans les très grandes villes. Son financement n'est pas plus transparent que les autres organisations et il s'est, semble-t-il, appauvri depuis l'année 1993, année de son grand succès aux législatives avec près de 23 % des suffrages au scrutin de liste. Il a chuté à 10 % en décembre 1995 et Jirinovski est arrivé cinquième au premier tour de l'élection avec seulement 5,7 % derrière Iavlinski et Lebed.

« Iabloko » est plus un mouvement politique autour de l'économiste Grigori Iavlinski qu'un véritable parti structuré. Il est bien ancré dans certaines régions d'Extrême-Orient et de Sibérie, en particulier le Kamtchatka, Khabarovsk, Novossibirsk, Tomsk, Krasnoïarsk et dans les républiques de Carélie et d'Ingouchie, mais quasiment absent dans beaucoup d'autres provinces. Il est bien représenté à Moscou, Saint-Pétersbourg et dans quelques grandes villes. Son électorat est urbain et éduqué mais souvent beaucoup moins « libéral » dans ses opinions qu'Iavlinski lui-même³. Après que les dirigeants de « Choix de la Russie », autour de Egor Gaïdar, eurent déclaré forfait, Iavlinski est resté le seul « réformateur » en lice contre Eltsine et les autres candidats. Il se maintient depuis trois ans au même niveau de soutien, autour de 7 % des suffrages exprimés. La remontée spectaculaire de Boris Eltsine dans l'opinion pendant le trimestre précédant le scrutin a certainement freiné l'expansion de l'électorat « Iabloko ».

Il n'y a pas lieu ici de répertorier tous les petits partis et organisations actives en Russie ou même seulement celles (il y en avait 43 !) qui se sont présentées aux législatives de décembre 1995⁴. En revanche, il importait de rappeler l'organisation sur laquelle chaque « présidentiable » pouvait s'appuyer pour mener campagne à la dernière élection présidentielle.

La campagne fut particulièrement inéquitable, plus encore que les précé-

dentes législatives. Ces dernières avaient joué le rôle de « répétition générale » pour la présidentielle, et les résultats n'avaient rien pour rassurer le pouvoir eltsinien. Le succès avait été massif pour les oppositions communiste et nationaliste et la proportionnelle leur donnait la grande majorité des sièges à la Douma. Une fois décidée la candidature du président sortant, pourtant déjà très atteint par la maladie, tout devait être mis en œuvre pour convaincre la société qu'il fallait « rester avec Eltsine ». La campagne fut menée tambour battant, Eltsine y mit sa dernière énergie et voyagea dans une vingtaine de provinces. Il multiplia les promesses et les cadeaux électoraux aux quatre coins de la Russie, grevant gravement le budget de l'État. Son état-major de campagne, sous l'impulsion dominante d'Anatoli Tchoubaïš (ancien ministre des privatisations, aujourd'hui l'un des grands maîtres du Kremlin avec la direction de la puissante administration présidentielle), misa sur le thème « halte aux communistes, halte aux revanchistes ». Eltsine réussit facilement à convaincre un public désabusé qu'il était encore le moindre mal, plus prévisible que ces anciens-nouveaux communistes, et donc le meilleur garant de la « stabilité », mot fétiche en Russie aujourd'hui. S'il existe un consensus aujourd'hui dans ce pays, c'est le refus de transformations brutales, la peur de l'inconnu et des ruptures.

Les médias centraux (télévision, radio, grands quotidiens et hebdomadaires) ont pris totalement parti pour le président, à l'exception bien sûr des publica-

3. Iouri Levada, « Vyborny : peizaj posle bitvy – i pered nei » (Élections : le paysage après la bataille... et avant la prochaine), *Izvestiia*, 11 janvier 1996.

4. Cf. Michael McFaul et Nikolai Petrov, *Politicheskie al'manakh Rossii. 1995* (Almanach politique de la Russie, 1995), Fondation Carnegie, Moscou, 1995.

tions d'opposition. L'information était honteusement déformée en faveur d'Eltsine et les communistes présentés comme dangereux. Dans les dernières semaines, et surtout entre les deux tours, Ziouganov n'a eu droit qu'à une couverture minimale, souvent en violation des règles de temps de parole. La bipolarisation « Eltsine-Ziouganov » s'est traduite en une dérive « légitimiste » de l'information et des médias. Entre les deux tours, alors qu'Eltsine avait fait une rechute et probablement une nouvelle attaque cardiaque, les grands quotidiens et la télévision faisaient l'impasse sur son état de santé.

L'impact des médias sur l'électeur est difficile à mesurer. Cette fois-ci, la propagande a certainement agi plus efficacement qu'aux législatives de 1993 et 1995. D'abord, parce que le pays s'est senti pris dans un dilemme en blanc ou noir. L'électeur indécis était plus susceptible de préférer au dernier moment la reconduction de l'équipe en place pour éviter une rupture. On prédisait guerre civile et révolution de palais si Ziouganov obligeait Eltsine à céder la place. Une autre raison est la particularité de l'élection du président par rapport à un scrutin législatif. La personnalité des candidats et leur stature d'homme d'État comptent beaucoup. Eltsine, en président sortant et surtout avec un regain d'énergie qui faisait oublier sa maladie, bénéficiait d'atouts de taille. Ni Ziouganov, ni Jirinovski, ni Iavlinski n'ont pu pallier un handicap majeur, ne jamais avoir eu de responsabilité de gouvernement.

Alexandre Lebed était un candidat à part. Il s'imposait comme la seule alternative au choix bipolarisé : Eltsine ou les communistes. Alors que, en 1993, c'était Jirinovski qui jouait le rôle d'*outsider* et

d'empêcheur de tourner en rond, en juin 1996 Lebed offre l'image d'une personnalité nouvelle, pas encore corrompue par le pouvoir, tirant autorité de son expérience de commandement militaire et popularité de son franc-parler. Il obtient le score inattendu de 10 millions de suffrages, soit plus de 14 % au premier tour, le 16 juin.

TACTIQUES D'ENTRE-DEUX TOURS

Les résultats du premier tour montrent l'évolution du paysage politique en Russie en cinq ans. Le plébiscite de juin 1991 ne s'est pas répété. La division de la Russie, esquissée au référendum d'avril 1993 et aux législatives de décembre 1993, confirmée aux législatives de décembre 1995, est une nouvelle fois clairement démontrée. L'électorat actif se partage en trois tiers : 32 % pour Ziouganov, 35,2 % pour Eltsine, et le dernier tiers pour les huit autres candidats. Lebed obtient 14,5 %, Iavlinski 7,3 %, Jirinovski 5,7 % des suffrages exprimés. Les cinq derniers ne totalisent que 2 % des suffrages (Bryntsalov, Vlassov, Gorbatchev, Fedorov, Chakkum). La participation est plus élevée qu'aux législatives (69 % contre 64 % en décembre 1995) ; un petit tiers de la société en âge de voter reste spectateur.

En juin 1991, Boris Eltsine occupait tout le terrain, aucun candidat ne le menaçait sérieusement, et la possibilité d'un deuxième tour n'était pas sérieusement envisagée. En juin 1996, la domination d'un homme est bien révolue, chacun doit penser des stratégies d'alliance, de coalition, de report des voix au deuxième tour. Le candidat communiste pouvait compter sur près d'un tiers des suffrages, déjà acquis aux législatives de décembre 1995. Les candidats

populistes modérés ou nationalistes pouvaient espérer disposer d'un petit quart des suffrages. Iavlinski, on l'a vu, avait capté depuis trois ans environ 7 % des électeurs. Les évaluations pour Boris Eltsine étaient plus difficiles, puisque le président n'a pas de parti et que le piètre score de la liste du Premier ministre aux législatives ne donnait que le noyau dur des électeurs « légitimistes ». Les prédictions se faisaient par soustraction des millions d'électeurs acquis aux autres candidats.

138

La bataille s'annonçant serrée face au communiste, l'équipe eltsinienne décida de miser sur le troisième homme et de faire de Lebed l'aimant qui attire les électeurs indécis. L'idée était bien, comme l'écrit le politologue russe Nikolai Petrov, de constituer une « réserve de voix » pour Eltsine au second tour dans le duel contre Ziouganov⁵. Ce sont des proches d'Eltsine, avec l'aide des administrations, qui ont fait la campagne de Lebed dans les trois semaines précédant le premier tour. Dès que les résultats furent connus, Eltsine offrit au général Lebed le poste de secrétaire du Conseil de sécurité et de conseiller auprès du président. Les voix de Lebed se sont, semble-t-il, reportées au moins pour moitié sur Eltsine au deuxième tour.

Boris Eltsine a réussi à empêcher l'extension de l'électorat communiste et de l'électorat Iavlinski. Notons à ce propos l'attitude surprenante du Parti communiste entre les deux tours. Alors qu'un petit écart de 3 % seulement le séparait d'Eltsine, Guennadi Ziouganov

et son parti n'ont pas vraiment mené campagne entre le 16 juin et le 3 juillet. Ils avaient apparemment accepté d'avance leur défaite prévisible et ne se sont pas comportés en opposition, ni en campagne, ni à la Douma. Les chefs du PC étaient probablement motivés par leur désir de se maintenir dans les administrations, surtout régionales et municipales, et de collaborer avec les structures de pouvoir⁶.

Eltsine a aussi su attirer une partie des voix protestataires des législatives de 1995 vers son nom au second tour, grâce à Alexandre Lebed. Ce dernier a grignoté sur des bases sociales et politiques variées. Il a volé des voix à Jirinovski, à des mouvements populistes ou nationalistes non représentés à la présidentielle. Il a aussi touché les franges des électeurs « Iabloko » et communiste. Il n'y a pas d'électorat Lebed bien structuré, sociologiquement ou géographiquement. Lebed a rassemblé ceux qui cherchaient une troisième alternative derrière les slogans d'ordre public, de sécurité et de fierté patriotique. Certains experts le qualifient de « populiste modéré », d'autres de « centriste réformateur ». Il reste difficile à classer, sa particularité étant plutôt son style, son personnage que son programme, ou ses propos, souvent contradictoires.

Un autre facteur a contribué, quoique probablement marginalement, à la victoire du président sortant. Les pressions sur la population et les fraudes n'ont pas été absentes du scrutin, surtout au deuxième tour. Dans plusieurs républiques de la Fédération, comme le

5. Nikolai Petrov, « Predvaritel'nye resul'taty » (Résultats préliminaires), *Prezidentskie vybory v Rossii*, Bulletin n° 9, Fondation Carnegie, Moscou, juin 1996, p. 3.

6. Cf. Marie Mendras, « Après les élections russes : Eltsine et la fracture sociale », *Esprit*, n° 224, août-septembre 1996, p. 25-27.

Daghestan, le Tatarstan, la Bachkirie, et dans quelques régions, le score de Ziouganov est étonnamment bas et celui d'Eltsine étonnamment élevé par rapport aux résultats du premier tour. Selon l'expression consacrée en Russie, « les administrations y ont bien travaillé ». Faire la part entre la pression des pouvoirs locaux sur les électeurs et la fraude au moment du décompte n'est pas à notre portée. Selon le politologue russe Alexandre Sobianine, les communistes auraient au moins autant fraudé que les autres⁷ !

CARTE ÉLECTORALE ET FRACTURE SOCIALE

Boris Eltsine sort gagnant du second tour de scrutin, avec 53,8 % des voix contre 40,3 % pour Guennadi Ziouganov et 5 % contre l'un et l'autre candidat. En effet, la possibilité dans le système électoral russe de cocher une dernière case « contre tous » fait de l'affrontement final un « duel à trois ». Eltsine aurait pu être réélu avec moins de 50 % des suffrages et plus de 50 % contre lui. L'une des inquiétudes pour le pouvoir en place était le niveau de participation. Une abstention trop élevée aurait joué contre le président sortant, car ses électeurs potentiels sont moins actifs que l'électeur protestataire. La participation a été presque aussi forte qu'au premier tour, avec 68,8 %, ce qui a étonné les observateurs et les experts. Certains y ont vu un signe de bourrage des urnes.

La victoire de Boris Eltsine est certes

un succès électoral pour un homme qui démarrait la campagne en janvier 1996 avec une cote de popularité au plus bas. Elle ne doit pas masquer le fait que la moitié des provinces de la Fédération ont préféré, en moyenne régionale, le chef du Parti communiste. Rappelons aussi que la premier tour est par nature le plus représentatif des préférences politiques de la population, le second tour réduisant le choix à deux noms. La coupure se situe principalement entre, d'un côté, les grandes villes et les territoires riches en ressources dans la moitié nord de la Fédération de Russie ; de l'autre, les villes petites et moyennes, les campagnes et régions moins favorisées dans la moitié sud. La division est nécessairement un peu simplificatrice car les disparités sont parfois très grandes à l'intérieur d'une même région. En général, la capitale d'une province vote moins communiste que les autres cantons de la même province. Le mode d'urbanisation et de développement industriel (et la crise agraire) est le déterminant majeur. Le caractère périphérique ou excentré des provinces qui dessinent le pourtour de la Russie est aussi un facteur de distanciation par rapport au pouvoir moscovite et d'hostilité à l'égard des politiques que Moscou dicte sans que les moyens financiers suivent. Les facteurs ethniques (la Fédération compte des républiques et territoires nationaux) ne sont pas primordiaux, sauf dans les républiques du Nord-Caucase où la guerre en Tchétchénie a aiguïé les tensions. La sociologie de l'électorat « légitimiste » et de l'électorat protestataire a été présentée dans de précédents travaux. Elle

7. Entretien avec l'auteur, Moscou, 28 septembre 1996, et cf. Nikolai Petrov et Alexandre Sobianine, « Mysly po goriatchim sledam » (Réflexions sur des pistes brûlantes), *Prezidentskie vybory v Rossiï*, Bulletin n° 10, Fondation Carnegie, Moscou, juillet 1996, p. 10.

montre une fracture sociale qui accompagne les disparités géographiques⁸.

Les trois cartes proposées ici ne diffèrent guère des cartes électorales dessinées pour les précédents scrutins. Le vote Ziouganov au premier tour est presque identique au vote pour le PC aux législatives de décembre 1995. La carte du vote Eltsine confirme l'ancrage du vote « légitimiste » dans la moitié nord du pays, Moscou et Saint-Pétersbourg, les régions ouraliennes de Sverdlovsk et Perm, les territoires du nord et du nord sibérien. Cependant, le président a subi un recul dans trois provinces au nord-ouest de Moscou, Vladimir, Ivanovo et Iaroslavl' (où Lebed lui a pris des voix), ainsi que dans quelques républiques de la Volga et provinces du sud où les communistes ont quelque peu renforcé leur position. La carte du second tour où s'opposent les régions qui donnent Eltsine gagnant aux régions qui lui préfèrent Ziouganov est une parfaite illustration du clivage géographique, ce dernier recouvrant des différences historiques de développement économique et de population.

BATAILLE DE SUCCESSION AU KREMLIN

Les élections sont le grand moment démocratique en Russie. Entre deux scrutins, les dysfonctionnements des institutions viennent rappeler que la souveraineté populaire est facilement malmenée par le comportement des élus et leurs entourages. Trop souvent, les administrations publiques, à Moscou et

dans les régions, servent une équipe en place plus qu'elles ne servent l'État et la société.

La maladie de Boris Eltsine a, dès l'entre-deux tours, transformé son deuxième mandat en une forme de régence des boyards. Conseillers et membres du gouvernement font paraître pour cacher l'incapacité du président et aiguiser les sabres. Le mandat est de quatre ans (il était de cinq ans en 1991), mais chacun se demande si cette situation instable peut se prolonger jusqu'en l'an 2000 même si Eltsine se remet de son opération du cœur. L'impatience des uns se heurte à la puissance des autres. Le nouveau secrétaire du Conseil de sécurité, Alexandre Lebed, a été limogé brutalement le 17 octobre après quatre mois de service. En un été, il avait réussi à devenir l'homme le plus populaire dans l'opinion, à signer un accord de paix en Tchétchénie (le 31 août) et à bousculer les règles du jeu politique au Kremlin. Mais Lebed est un homme seul, sans appareil administratif ni parti politique derrière lui. Il ne dispose non plus d'aucune force armée, contrairement au ministre de l'Intérieur ou au chef du FSB (successeur du KGB) ou encore aux responsables de l'administration présidentielle, qui disposent de forces spéciales ou d'une garde. Sa popularité est un atout majeur en cas d'élections prochaines, mais il semble manquer de soutiens financiers et médiatiques (les deux étant étroitement liés) pour se lancer dans une campagne d'opposition au régime. C'est son succès dans l'opinion et son franc-parler qui ont provoqué l'ire du Kremlin. En effet, les autres

8. Cf. Marie Mendras, « Les Trois Russie. Analyse du référendum du 25 avril 1993 », *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 6, p. 897-939, et « Lettre de Moscou : la Russie vote et se divise », *Pouvoirs*, n° 69, 1994, p. 173-181.

144 poids lourds du régime ne sont pas populaires et n'ont aucune raison de vouloir précipiter un nouveau scrutin présidentiel. La liste de Viktor Tchernomyrdine, le Premier ministre, n'a obtenu que 10 % aux législatives de décembre 1995. Les Russes l'apprécient en gestionnaire du pays mais ne le veulent pas pour président. Quant à Anatoli Tchoubaïs, il est devenu la personnalité la plus puissante au Kremlin à l'automne 1996 et reste l'un des hommes les plus impopulaires de la classe politique. Les rivalités sont acérées et chacun se dit qu'il faut gagner du temps pour se donner une stature de présidentiable et tenter de contrer Lebed et Ziouganov.

Le pouvoir exécutif n'a jamais été aussi mal défini et aussi divisé que depuis la réélection de Eltsine. La répartition des compétences entre le chef de l'administration présidentielle et le chef du gouvernement, les responsabilités de certains ministres, les fonctions du Conseil de sécurité (dont le nouveau secrétaire est Ivan Rybkine, ancien président de la Douma) sont floues et changeantes, en fonction des hommes et des moments. Il

n'y a plus d'arbitre suprême, puisque le président en titre n'a pas la capacité physique de traiter les dossiers, de peser les avis des uns et des autres et de prendre des décisions.

Cette période troublée de pré-succes-sion, si elle dure encore longtemps, peut avoir un effet corrosif sur les institutions et sur les mœurs politiques. La méfiance des citoyens à l'égard de leurs gouvernants se renforce. Le pouvoir judiciaire demeure pauvre en moyens et peu respecté. La Douma d'État balance entre un comportement d'opposition un jour, et un alignement sur les positions du Kremlin un autre jour. La crise des institutions et les luttes de pouvoir à Moscou invitent les dirigeants des provinces à asseoir leur propre légitimité et organiser leur système de gouvernement. Parmi les gouverneurs élus à l'automne 1996, on compte quelques personnalités en opposition ouverte au régime. Le 20 octobre, Alexandre Routskoï, ancien vice-président de la Russie, que Boris Eltsine avait fait arrêter après avoir ordonné l'assaut du Parlement en octobre 1993, a été élu triomphalement gouverneur de la région de Koursk.